

de notre population vit dans des zones urbaines me préoccupe. Notre Parlement doit, s'il veut être à la hauteur de la situation, manifester son inquiétude au sujet des problèmes épineux et pressants de la crise du logement. Si nous ne nous attaquons pas à cette tâche au cours des dix prochaines années, nous nous mordrons les doigts comme on le fait maintenant aux États-Unis.

Notre pays a changé; il change encore. Il s'est produit ici des changements que les Pères de la Confédération n'auraient jamais pu prévoir il y a un siècle. Nous ne nous attaquons pas aux problèmes. Le Canada, de grand pays agricole qu'il était, est devenu un État très industrialisé. Les pressions humaines sont extraordinaires. Nous devons poursuivre notre dialogue à ce sujet comme nous l'avons fait pour d'autres questions à la Chambre. Nous parlons des disparités régionales, question qui revêt tant d'importance dans notre pays. Mais si nous ne nous attaquons pas au problème des régions urbaines, nous n'aurons jamais les moyens qu'il faut pour régler celui des disparités régionales, car ces moyens ne nous arriveront pas comme la manne du ciel mais ils seront produits dans nos régions urbaines.

Enfin, le moment est venu de faire une étude, si brève soit-elle—sinon, nous n'adopterons jamais la mesure avant que la Chambre entre en congé le 27 juin—de la question fondamentale du logement qui touche un grand nombre de gens de ma circonscription, ainsi que de l'immense région de 300 milles carrés, à population dense, qui l'entoure et qui compte plus de deux millions d'âmes. Je trouve difficile aussi d'expliquer à mes collègues des deux côtés de la Chambre le paradoxe qui existe aujourd'hui dans l'agglomération de Toronto. D'une part, on y trouve de grandes richesses et d'autre part, une pauvreté abjecte et écrasante dans les taudis infestés de rats, ces stigmates de la pauvreté qui existent côte à côte.

L'agglomération de Toronto compte maintenant environ 16,000 familles et 5,000 personnes âgées dont le nom figure sur la liste de ceux qui attendent des logements sociaux. La raison en est que la population de Toronto s'accroît chaque année depuis 20 ans d'environ 60,000 personnes. Dans la vieille ville de Toronto, la population est passée de 650,000 à plus de deux millions en 20 ans. Nous avons essayé de nous adapter à ce changement explosif. Il y a de quoi en être fier, mais notre angoisse s'en est accrue d'autant.

On a beaucoup discoursu sur la question de savoir s'il y a ou non une crise du logement. A mon avis, tous ces discours sont en pure perte. Y a-t-il ou non une crise? Un cynique a dit qu'il n'y avait pas de crise pour ceux qui sont logés à des prix qu'ils peuvent se permettre, mais qu'il y en avait une pour ceux qui sont sans abri. En général, la crise du logement au pays n'est pas aussi prononcée que pendant la guerre, alors que les gens étaient en quête de logis, mais il en existe vraiment une si l'on songe aux désavantagés de notre société qui ont grand besoin de logements convenables dans un milieu convenable qu'ils pourraient acheter ou louer à des prix convenables ou dans leurs moyens. Bien sûr, il n'y a pas de crise pour les gens de la classe moyenne qui vivent comme des rois. Le rapport de la Commission d'étude a signalé que nous sommes l'une des nations les mieux logées du monde. C'est vrai pour l'échelon supérieur de notre classe moyenne. Nous avons plus d'accessoires et d'appareils que n'en ont les rois et les princes du monde entier. Mais pour les petits salariés, ce n'est pas encore l'âge d'or.

En toute déférence, j'estime que nous devons aider ceux qui gagnent moins de \$8,000. Celui qui veut conserver sa dignité, le respect de lui-même et sa fierté veut devenir quelqu'un, tout comme chacun de nous. Il veut participer à la vie de notre société. Nous devrions aligner les taux d'intérêt sur le revenu au lieu d'aligner le loyer sur le revenu. Nous voulons que les citoyens soient des membres productifs, qu'ils puissent acquitter le prix de leur hypothèque et tondre leur pelouse. Ne les laissons pas devenir les déshérités de notre société, privés d'espoir et de ressource, qui finissent pas ne plus rien attendre. Personne ne devrait se sentir vaincu par la société. Le citoyen est la force de la nation. Il a le devoir de faire éduquer ses enfants. Il n'est pas un cas d'assistance publique. Nous ne devrions pas le réduire à cette condition. Pour ceux qui ont un revenu inférieur, nous avons besoin de maisons à loyer modique.

Je ne crois pas qu'il faille jeter au rebut le rapport de la Commission d'étude. On y trouve une foule de choses qui méritent d'être étudiées, discutées, lues et relues. On y parle de l'atteinte à la dignité et au respect de soi que ressentent les gens occupant des logements sociaux. Nous n'avons pas encore de solution magique à ce problème. Nous voulons rendre les gens productifs. Le vandalisme et